Laisser-fairisme libre-échangiste : l'étrange silence des syndicats

13/02/2010 à 7h00

Lundi 25 janvier 2010, sur TF1, Nicolas Sarkozy a « dialogué » pendant plus de deux heures avec un panel de Français : lamentations et compassion pourraient paraître suffire à résumer l'émission. A tort, car trois fortes personnalités ont, chacune à leur manière, posé le problème économique majeur de la France.

A chaque fois la question implicite qui était posée était celle du laisser-fairisme libre-échangiste, y compris d'ailleurs entre États européens. Une politique économique dont le prix Nobel Maurice Allais a justement démontré qu'elle était, avec l'immigration, la cause principale de la montée du chômage.

Il est significatif que ni Nicolas Sarkozy, ni même ses interlocuteurs n'aient osé poser le problème en ces termes. Tant le tabou est fort. Mais il est encore plus étonnant qu'aucun grand syndicat n'ait osé porter le problème sur la place publique : ces organisations, dont la vocation affichée est de défendre l'emploi d'un côté, le niveau des salaires de l'autre, font l'impasse sur la cause principale des difficultés des gens qu'ils prétendent protéger. Les raisons de cette attitude sont nombreuses : idéologie internationaliste, indifférence au secteur productif, opportunisme médiatique, carriérisme bien compris des dirigeants.

> *Faute d'adhérents et de militants nombreux, les grands syndicats dépendent de l'accès médiatique pour leur visibilité…et leurs résultats électoraux. Ils sont donc contraints de respecter l'idéologie unique que les grands*

médias imposent. Or le libre-échange est l'un des quatre côtés du carré carcéral de l'idéologie dominante : un syndicat ou un chef syndical qui tenterait de le franchir serait sorti du jeu. Il est certes permis aux syndicats de vitupérer sur les patrons mais non de mettre en cause l'ouverture des frontières à la libre circulation des hommes et des marchandises. Et à gauche, chacun se souvient encore que le parti communiste ne s'est jamais vraiment remis de sa tentative de lutter contre l'immigration en 1979/1980.

Suite et commentaires sur Fortune